

***ENGLISH VERSION BELOW***

**Communiqué de presse du Groupe de travail régional pour la coopération transfrontière sur le Bassin Aquifère Sénégalo-Mauritanien**

**Vers une gestion concertée des eaux souterraines du Bassin Aquifère Sénégalo-Mauritanien pour promouvoir la paix et la résilience des Etats**

**Les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2020, une vision de coopération transfrontière autour du Bassin aquifère Sénégalo-Mauritanien (BASM) a été élaborée par des représentants des Etats qui partagent ce système aquifère, à savoir la Gambie, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal.**

Ces travaux ont été réalisés dans la deuxième réunion du Groupe de travail régional (GTR) pour la coopération transfrontière sur le BASM, comprenant les Etats ainsi que les organisations de bassin transfrontière couvrant une part majeure par du bassin aquifère Sénégalo-mauritanien à savoir, l'Organisation pour la Mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG) et de l'Organisation Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS). La session accueillie par l'Etat du Sénégal du 1<sup>er</sup> au 2 décembre 2020 s'est déroulée en format hybride. Le GTR, établi en avril 2020, a un mandat d'appui conseil auprès des Etats et des organisations de bassin transfrontière pour asseoir une coopération transfrontière en vue d'une gestion durable concertée du BASM.

Le dialogue régional sur le BASM est soutenu par Geneva Water Hub, par la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, dont le secrétariat est assuré par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, ainsi que par le Centre de l'UNESCO pour l'Evaluation des Ressources en Eaux Souterraines (IGRAC) avec le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération suisse et de l'Union Européenne.

La présente session du GTR a permis de poser les grands axes opérationnels de mise en œuvre de cette vision de coopération transfrontière qui s'appuie sur un développement intégré des ressources en eau souterraine et de surface, en capitalisant plus d'un demi-siècle d'expérience en matière de gestion concertée des grands fleuves de la sous-région.

Le BASM s'étend sur environ 1300 km avec une superficie 331.450 km<sup>2</sup>, et une population estimée plus de 15 millions d'habitants. Une pérennisation de la coopération y est indispensable car cette ressource est sous pression en raison de la hausse de la demande due à la croissance démographique, l'urbanisation rapide, le développement de l'agriculture pour les besoins d'autosuffisance alimentaire. Une gestion durable est nécessaire pour assurer la stabilité de la région, la sécurité de l'eau et de la satisfaction durable des différents usages. Ainsi l'amélioration de la gestion et de la concertation entre les différentes parties prenantes va contribuer de manière substantielle à prévenir les conflits d'usage entre les pays et les secteurs qui dépendent de cette ressource qui est aujourd'hui stratégique pour la région en termes d'adaptation aux changements climatiques car étant moins vulnérable que les eaux de surface.

La phase de conception d'un projet conjoint et d'un plan d'action d'instauration du mécanisme de gestion concertée a débuté en mai 2020 et a permis de faire le point sur la situation dans le bassin aquifère et identifié les différentes problématiques. La deuxième rencontre du GTR a été marquée par les échanges sur les modalités possibles que prendra la coopération transfrontière dans le dialogue régional entre les quatre États partageant ce système aquifère. Les échanges se sont appuyés notamment sur un ensemble de rapports d'études préliminaires sur des aspects hydrogéologiques, institutionnels et techniques. Cette phase de conception se terminera par la validation politique des propositions de coopération transfrontière émises par le Groupe de travail et le lancement du projet conjoint.

En dépit des difficultés de gestion des agendas liées au contexte pandémique, c'est une preuve d'engagement de la part des États que cette séance ait pu se tenir et que les travaux préparatoires aient abouti grâce aux contributions des États du BASM ainsi que de l'OMVG et l'OMVS. La deuxième réunion du Groupe de travail s'est terminée avec une session d'échange avec plusieurs partenaires techniques et financiers engagés sur ces enjeux pour discuter de pistes de collaboration.

### **Press release of the Regional Working Group for the transboundary cooperation on the Senegal-Mauritanian Aquifer Basin**

## **Towards a concerted management of groundwater in the Senegal-Mauritanian Aquifer Basin to promote peace and resilience of the States**

**On 1 and 2 December 2020, a vision for transboundary cooperation around the Senegal-Mauritanian Aquifer Basin (SMAB) was elaborated by representatives of the States that share this aquifer system, namely The Gambia, Guinea Bissau, Mauritania and Senegal.**

This work was carried out in the second meeting of the Regional Working Group (RWG) for Transboundary Cooperation on the SMAB, comprising the States as well as the transboundary basin organisations covering by the Senegal-Mauritanian aquifer basin namely, the Organisation for the Development of the Gambia River (OMVG) and the Organisation for the Development of the Senegal River (OMVS). The session hosted by the State of Senegal from 1 to 2 December 2020 was held in a hybrid format. The RWG, established in April 2020, has a mandate to provide support and advice to States and transboundary basin organizations to establish transboundary cooperation for a concerted sustainable management of the SMAB.

The regional dialogue on SMAB is supported by Geneva Water Hub, the Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes, whose secretariat is serviced by the United Nations Economic Commission for Europe, and the UNESCO Groundwater Resources Assessment Centre (IGRAC) with financial support from the Swiss Agency for Cooperation and the European Union.

The present session of the RWG made it possible to outline the main operational axis for implementing this vision of transboundary cooperation based on the integrated development of groundwater and surface water resources, capitalising on more than half a century of experience in the concerted management of the sub-region's major rivers.

The SMAB extends over approximately 1300 km with a surface area of 331,450 km<sup>2</sup> and an estimated population of over 15 million inhabitants. The sustainability of cooperation is essential because this resource is under pressure due to the increase in demand caused by population growth, rapid urbanisation and the development of agriculture for food self-sufficiency. Sustainable management is necessary to ensure the stability of the region, water security and the sustainable satisfaction of different uses. Improving management and consultation between the various stakeholders will contribute substantially to preventing conflicts of use between countries and sectors that depend on this resource, which is today strategic for the region in terms of adaptation to climate change as it is less vulnerable than surface water.

The design phase of a joint project and an action plan for the implementation of the concerted management mechanism began in May 2020 and made it possible to take stock of the situation in the aquifer basin and identify the various issues. The second meeting of the RWG was marked by exchanges on the possible modalities of transboundary cooperation in the regional dialogue between the four States sharing this aquifer system. The exchanges were based in particular on a set of preliminary study reports on hydrogeological, institutional and technical aspects. This design phase will end with the political validation of the transboundary cooperation proposals issued by the Working Group and the launching of the joint project.

In spite of the difficulties in managing the agendas linked to the pandemic context, it is a proof of commitment on the part of the States that this session was able to take place and that the preparatory work was completed thanks to the contributions of the States of the SMAB as well as the OMVG and the OMVS. The second meeting of the Working Group ended with an exchange session with several technical and financial partners involved in these issues to discuss avenues of collaboration.